



2020

Annuel

RAPPORT D'IMPACT



PARADIGM
INITIATIVE

     @ParadigmHQ

www.paradigmhq.org

DÉCLARATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

2020 raisons de célébrer!

L'année 2020 a commencé avec une excitation qui a été presque anéantie par le début du confinement dans le cadre de la COVID-19, ce qui a créé beaucoup d'incertitudes dans nos vies, dans notre travail et dans tout ce qui nous tient à cœur. Je pense qu'il est juste de dire que 2020 nous a mis à l'épreuve, mais à travers tout cela, je rends hommage au courage et à l'immense contribution des membres de l'équipe Paradigm Initiative (PIN) à l'impact des droits numériques et de l'inclusion en Afrique !

En 2020, nous avons ajouté d'autres membres de l'équipe pour occuper de nouveaux postes, notamment celui de chef de l'exploitation, de gestionnaire de la collectivité, de gestionnaire des ressources humaines et de gestionnaire des finances et de l'administration. Il aurait pu y avoir de nombreuses raisons de s'inquiéter en une année remplie de nombreuses histoires déchirantes tout autour de nous, mais en raison des fondations posées par les membres de l'équipe, nos scores d'années d'expérience combinées se sont révélés pour nous et maintenant nous avons au moins 2 020 raisons de célébrer les victoires.

Pour le programme LIFE, les activités à Ogun, à Bayelsa et à Gombe ont donné le ton de l'expansion future qui renforcera notre travail en cours dans les États d'Abia, de Kano et de Lagos au Nigeria. Le travail a déjà commencé au Sénégal alors que nous entamons un processus similaire à ce que nous avons commencé dans un petit cybercafé à Ajegunle il y a 13 ans ! Cette année, le programme Dufuna a ajouté la Zambie à notre rayonnement au Nigeria et nous avons signé le protocole d'entente pour le Kenya

L'impact de notre travail sur les droits numériques s'est fait sentir en Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda et Tanzanie) ainsi qu'en Afrique francophone (Bénin, Burundi, Cameroun, Tchad, Guinée, Niger et Togo) et en Afrique australe (Lesotho, Malawi, Mozambique, Zambie et Zimbabwe) et n'avons pas oublié l'Afrique de l'Ouest (Gambie, Libéria, Nigeria et Sierra Leone).

De nouveaux membres ont rejoint la Coalition Afrique NetRights depuis l'Égypte, la Gambie, le Kenya, le Nigeria, la Somalie, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et la Zambie ! Nos quatre boursiers des médias du passé immédiat ont produit 27 articles principalement sur notre travail et nous sommes enthousiasmés par les cycles de bourses de mars 2021 et d'août 2021 qui nous permettront de travailler avec le Centre des droits de la personne de l'Université de Pretoria pour élaborer et offrir six cours universitaires au profit des boursiers et à certains de nos autres bénéficiaires.

En 2020, nous avons mis sur pied un comité consultatif des bourses pour appuyer le processus de sélection pour la Bourse de médias de recherche sur les droits numériques et l'inclusion (DRIMF) et le Laboratoire d'apprentissage aux droits numériques et l'inclusion (DRILL). Nous avons également été rejoints par quatre autres experts siégeant au comité de rédaction de notre rapport annuel sur les droits numériques et l'inclusion qui couvrira le Bénin, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire,

la RDC, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Togo, Zambie et Zimbabwe pour 2020 !

Lorsque nous avons publié notre court métrage, Training Day, le 17 mai 2020, nous n'avions aucune idée qu'il obtiendrait 351 258 vues sur YouTube et 1 190 700 vues sur Facebook en un peu plus de 6 mois ! Nous avons publié des rapports de recherche, des notes d'orientation et la boîte à outils Ayeta (en anglais, français

et swahili). Nous avons déplacé les communications hors ligne avec des annonces dans les journaux au Nigeria, en Zambie et au Zimbabwe, et une tournée de radio de quatre semaines axée sur la campagne #SayNoToSocialMediaBill, sur les stations de radio au Nigeria Abia, Adamawa, Akwa Ibom, Anambra, Bayelsa, Benue, Cross River, Ebonyi, Edo, Enugu, FCT, Gombe, Kaduna, Kano, Katsina, Kogi, Kwara, Lagos, Niger, Ogun, Ondo, Osun, Oyo, Plateau, Sokoto et Yobe !

Grâce à des partenaires comme la Fondation Ford, Heinrich Böll Stiftung, l'Internet Society Foundation, l'ambassade des Pays-Bas, le réseau Omidyar, l'Open Society Initiative for Western Africa, l'Agence des États-Unis pour le développement international, le Bureau des droits de l'homme, du

travail et de démocratie des États-Unis, et autres, nous avons réalisé la plupart de nos plans pour 2020 malgré la pandémie, et nous sommes sur la bonne voie pour présenter l'un de nos projets les plus ambitieux à ce jour, Ripoti, au Forum sur les droits numériques et l'inclusion de 2021, qui se tiendra en personne et de façon virtuelle (avec des lignes directrices strictes sur la COVID-19) au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, en Éthiopie, au Kenya, en Namibie, au Nigeria, en Somalie, en Afrique du Sud, au Soudan du Sud, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.

Grâce au travail acharné et à la contribution de notre équipe, de notre conseil d'administration et de nos partenaires en 2020, l'équipe de Paradigm Initiative a plus de 2 020 raisons de célébrer. Nous avons peut-être dû tenir notre retraite de planification annuelle virtuellement, mais la camaraderie a augmenté à mesure que chaque session se transformait en une autre, toute la semaine. A tous ceux qui ont soutenu notre travail pour faire de 2020 une année exceptionnelle malgré la pandémie, nous disons : Asante sana ! E se ! Dalu ! Merci beaucoup ! Nagode ! Natotela ! Siyabonga ! Tatenda ! Merci !



'Gbenga Sesan

**Directeur Exécutif,
Paradigm Initiative.**

RENCONTRER L'ÉQUIPE



Adeboye Adegoke
Senior Program Manager



Adesuyi Ajibade
Finance & Administrative
Manager



Amina Idris
Program Assistant
(North West, Nigeria)



Angela Onyegbuna
Program Assistant
(South West, Nigeria)



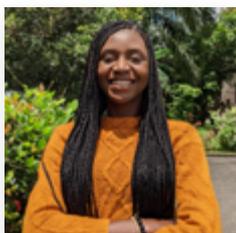
Ashiru Muhammad
Security Officer



Bilikisu Muhammad
Office Assistant



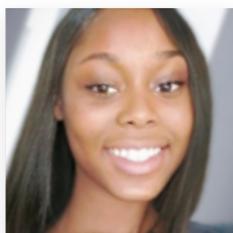
Bulanda Nkhowani
Program Officer
(Southern Africa)



Dodeye Ebri
Communications Assistant



Ekai Nabenyio
Program Officer
(East Africa)



Favour Mesoma
Office Assistant



Gabreal Odunsi
Program Officer
(South West, Nigeria)



'Gbenga Sesan
Executive Director



Ihueze Nwobilor
Program Officer
(South East/South, Nigeria)



James Ubong Udeme
Office Assistant



Khadijah El-Usman
Program Officer
(Anglophone West Africa)



Lilian Edike
Administrative and I.T.
Assistant



Ndubuisi Agbandu
Office Assistant



Nnenna Paul-Ugochukwu
Chief Operating Officer



Odinakachi Nwafor
Program Assistant
(South East/South, Nigeria)



Olayinka Taiwo
Administrative & I.T. Officer



Oluwaseyi Adefemi
Finance Officer



Oyeniye Kenneth
Communications Assistant



Oyindasola Ohanugo
Human Resource Manager



Rigobert Kenmogne
Program Officer
(Francophone Africa)



Sani Suleiman Sani
Program Assistant
(North West, Nigeria)



Thobekile Matimbe
Community Manager



Tosin Abolaji
Program Manager



Valery Njiaba
Communications Officer



Qui nous sommes



HQ

3rd Floor, 374 Borno Way, Yaba
+234 1 342 62 45
hello(@)paradigmhq.org

Abuja

Suite 4, 4th Floor, Nusaiba Towers,
Plot 117 Ahmadu Bello Way, Banex-
Kado Link, Abuja
+234 9 291 63 01

Aba

2nd Floor, 17b Ngwa Road, Aba
+234 82 291 047

Kano

47, Warshu Hospital Road, Dakata
Kawaji, Kano
+234 64 433 430

Ajegunle

2nd Floor, 39 Baale Street, Ajegunle
+234 1 291 3926

Kenya

Cameroon

Essos Rue, Antonie, Essomba Many,
Yaounde

Togo

8, Rure Bodjona, Angle droite
Boulevard, Faure Gnassingbe, Lome.

Zambia

BongoHive Technology & Innovation
Hub, Plot 16948B, Thabo Mbeki Road,
Lusaka.

Tanzania

Mega Complex 6th Floor,
Obuntu Hub, Arusha.

Paradigm Initiative travaille à connecter les jeunes Africains mal desservis aux opportunités numériques, et assure la protection de leurs droits, à travers nos bureaux régionaux au Cameroun, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal, en Zambie et au Zimbabwe.

Grâce au programme phare LIFE (Life skills, ICT skills, Financial literacy and Entrepreneurship) du PIN, nous rejoignons les jeunes mal desservis à travers le Nigeria depuis nos centres de formation dans les États d'Abia, Kano et Lagos, ainsi que des programmes en classe dans 15 écoles des trois États. Le programme LIFE a également commencé son voyage au Sénégal.

Dans le cadre de notre programme de renforcement des capacités, nous nous sommes associés à Dufuna pour établir un programme de formation pour les Africains ambitieux et disciplinés pour les compétences numériques avancées. Grâce à un bootcamp de six mois en génie logiciel qui enseigne HTML, CSS, JavaScript, PHP, SQL, algorithmes et structures de données, contrôle de version, gestion des dépendances, débogage et employabilité, nous équipons nos chercheurs pour devenir des professionnels de la technologie hautement employables.

Le programme de défense des droits numériques de PIN est axé sur l'élaboration de politiques publiques pour la liberté sur Internet en Afrique. Nos efforts de défense des droits numériques comprennent des campagnes médiatiques, le renforcement des coalitions, le renforcement des capacités, la recherche, la rédaction de rapports, l'organisation du Forum panafricain annuel sur les droits numériques et l'inclusion et la promotion de la législation sur les droits numériques et la liberté. Au cours de la dernière décennie, le PIN a travaillé à faire progresser la liberté d'Internet en Afrique et a mis en œuvre d'importants programmes multi-pays et gère le financement d'organisations telles que la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, Google.org, l'ambassade des Pays-Bas, Omidyar Networks et l'Open Society Initiative pour l'Afrique de l'Ouest.

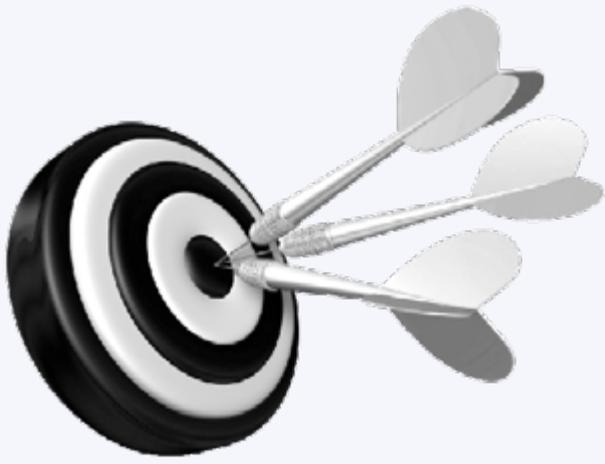
En 2014, PIN a lancé la coalition NetRights Nigeria pour travailler sur une loi sur les droits numériques et la liberté au Nigeria. La coalition est devenue un groupe à l'échelle de l'Afrique, NetRights Africa, qui travaille ensemble pour relever les défis, co-rédiger des déclarations

sur les incidents et travailler ensemble sur les questions émergentes. NetRights organise des appels mensuels et des réunions physiques en marge du Digital Rights and Inclusion Forum et de tout autre événement majeur où de nombreux membres sont présents. PIN a partagé son expérience continue en matière de renforcement de la coalition avec des organisations à travers l'Afrique – au Cameroun, dans la région Afrique francophone en général et dans la région Afrique orientale/australe où les législateurs ont lancé une nouvelle coalition, la Coalition des parlementaires pour les droits numériques, à la suite de notre formation d'octobre 2019.

Notre Bourse de médias sur les droits et l'inclusion (DRIMF) est un programme de quatre mois conçu pour immerger des journalistes sélectionnés dans les efforts d'intervention en faveur des droits numériques et de l'inclusion numérique en Afrique. Des journalistes sélectionnés travaillent avec Paradigm Initiative sur divers projets et contribuent à améliorer la couverture médiatique des questions pertinentes.

Chaque année depuis la première bourse en 2018, Paradigm Initiative a sélectionné un groupe de journalistes diversifiés et accomplis parmi un bassin de candidats compétitifs pour participer au programme de bourses. Jusqu'à présent, huit journalistes du Bénin/France, du Ghana/Togo, de la République démocratique du Congo, du Lesotho, du Nigeria et de la Tanzanie ont bénéficié de cette expérience robuste et transformatrice.

Le Laboratoire d'apprentissage sur les droits et l'inclusion (DRILL) du PIN a pour mission d'accueillir un apprentissage innovant autour des droits numériques et de l'inclusion en Afrique, et de servir d'espace de pratique et de réflexion, visant à impliquer et à connecter les différentes parties prenantes et à créer un dialogue entre les chercheurs, les innovateurs sociaux, les décideurs et les acteurs, le secteur privé et la société civile. En tant qu'apprentissage pour les droits numériques et le plaidoyer en faveur de l'inclusion en Afrique, des activités de formation auront lieu au laboratoire afin de faire évoluer une nouvelle réflexion sur les droits numériques et la stratégie d'inclusion pour l'Afrique. DRILL offre un espace de réflexion, d'évaluation des droits numériques et des programmes d'inclusion numérique, et d'activités écosystémiques d'avenir.



Mission

« Paradigm Initiative vise à connecter les jeunes Africains mal desservis aux opportunités numériques et à assurer la protection de leurs droits. »





Mises à jour communautaires (nos collectivités)

Malgré la pandémie, notre communauté a prospéré grâce à l'engagement de PIN sur diverses plateformes en communiquant avec les réseaux et en interagissant avec différents intervenants. Parmi ces interactions, citons la participation au Forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique de l'Ouest, à la Communauté des droits de l'homme et au Forum sur la gouvernance de l'Internet où l'inclusion numérique, la collaboration renforcée avec la société civile et d'autres acteurs des droits de l'homme, les tendances mondiales et les solutions pour répondre aux préoccupations relatives aux questions juridiques, politiques, sociales et techniques de l'internet ont été discutées respectivement.

PIN a reçu des demandes pour ses programmes annuels du Laboratoire d'apprentissage sur les droits et l'inclusion (DRILL) et de la bourse de médias sur les droits numériques et l'inclusion (DRIMF), qui devraient intégrer des professionnels dans l'écosystème numérique.

Nous nous sommes joints au reste du monde pour commémorer les journées internationales de célébration, comme la Journée internationale de la jeunesse, où l'on a appelé les États africains à donner aux jeunes les moyens de s'engager en assurant l'accès à Internet et les compétences pertinentes. Les jeunes qui ont reçu une formation dans le cadre du programme de formation Life Skills, ICT, Financial Literacy and Entrepreneurship (LIFE) et qui mettent actuellement à profit leurs compétences pour améliorer leurs collectivités ont également été célébrés.

Parmi les autres célébrations, citons la journée internationale pour l'accès universel à l'information, où PIN a publié une déclaration appelant les États africains à respecter et à promouvoir l'accès à l'information, la journée internationale pour mettre fin à l'impunité des crimes contre les journalistes et la journée internationale des droits de l'homme.

PIN s'est joint à la campagne #EndSARS au Nigéria, demandant au gouvernement d'assurer un accès stable et ouvert à Internet et aux canaux de communication numérique dans tout le pays tout en exigeant la fameuse Escouade spéciale Anti-Robbery (SRAS) faire face à la justice pour leur prétendue brutalité et une réforme totale axée sur le respect des droits de l'homme. Nous nous sommes également associés à TunnelBear pour donner un accès VPN aux manifestants #EndSars, tout en sensibilisant les gens à la sécurité numérique.

Nous nous sommes également joints à 64 autres organisations dans un communiqué de presse appelant à la libération immédiate et inconditionnelle des journalistes d'Iwacu au Burundi qui ont été condamnés pour leurs reportages contre la sécurité de l'État.



Malgré la pandémie, notre communauté a prospéré grâce à l'engagement de PIN sur diverses plateformes en communiquant avec les réseaux et en interagissant avec différents intervenants.



Mise à jour de nos bourses de médias

Paradigm Initiative a organisé des webinaires hebdomadaires explorant les questions émergentes liées aux droits numériques et à l'inclusion sur le continent. Les boursiers ont eu l'occasion de discuter de questions telles que les discours haineux et les langues africaines avec l'équipe Facebook du bureau de l'EMEA. Les boursiers ont également eu une discussion avec Maxence Melo, un célèbre magnat des médias et militant des droits numériques de la Tanzanie.

Ils ont exploré des sujets tels que la montée des violations des droits numériques au Zimbabwe et au Nigeria, les élections en Tanzanie et les récentes législations sur la protection des données à travers le continent. Pour rappel, la bourse de cinq mois est conçue pour immerger les journalistes en milieu de carrière dans les efforts de plaidoyer et d'intervention sur les droits numériques et l'inclusion numérique en Afrique. Certains des boursiers ont fait part de leurs réflexions dans plusieurs publications ci-dessous :

- Confidentialité des données : Pourquoi vous devez vous soucier de savoir qui possède vos informations
- Nigéria : défilé médiatique et droits fondamentaux de la personne
- La « guerre » numérique du gouvernement du Zimbabwe : harceler les voix des médias sociaux
- Kill Switch : Will Tanzania #KeepItOn during the upcoming election?
- Comment le code modifié de la CCBN influe sur l'innovation numérique
- COVID-19 : Intimidation, harcèlement et détention de journalistes en forte hausse au Nigéria
- Facebook Partnership - Personal Data Protection Authority au Bénin : « Lorsque vous n'avez pas les moyens de vous imposer, vous essayez de coopérer. »
- La numérisation des services numériques au Bénin : qu'en est-il de la souveraineté ?
- La numérisation des services publics au Bénin : et l'accessibilité ?
- « Sur Internet, nous devons faire face au privilège des langues dominantes. »
- La Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication du Bénin : régulateur ou censeur

La Coalition parlementaire pour les droits numériques a organisé une séance de stratégie interactive à RightsCon 2020, où elle a rédigé une stratégie pour une collaboration accrue avec la société civile et d'autres acteurs des droits humains.



Droits numériques

De concert avec d'autres organisations de la société civile, des défenseurs des droits de la personne, des militants et des personnes de partout dans le monde, nous avons appelé Facebook à prendre des mesures pour empêcher que ses services soient utilisés pour inciter à la violence, propager la haine et faire progresser la discrimination en Éthiopie.

La Coalition parlementaire pour les droits numériques a organisé une séance de stratégie interactive à RightsCon 2020, où elle a rédigé une stratégie pour une collaboration accrue avec la société civile et d'autres acteurs des droits humains. PIN s'est joint à d'autres militants et défenseurs des droits de l'homme pour mettre fin aux arrestations et aux détentions de journalistes au Zimbabwe, y compris la détérioration de la liberté des médias dans le pays.

La coalition Net Rights s'est penchée sur la situation des droits numériques en Afrique et a établi des priorités pour la protection des droits numériques en 2021. Les membres de l'équipe de la Paradigm Initiative ont participé à des sessions avec la Global Encryption Coalition et l'Africa Internet Rights Alliance (AIRA) les 29 et 30 septembre 2020 respectivement pour discuter du travail des coalitions et lancer l'AIRA. Lors de la session de Global Encryption, le Community Manager de PIN a eu l'occasion de présenter la Net Rights Coalition (NRC) et de fournir une plateforme aux membres du NRC pour réfléchir au cryptage en Afrique. Des mises à jour communautaires hebdomadaires sur les nouveaux enjeux ont été envoyées et des membres du CNRC ont été mobilisés pour appuyer les interventions de défense des droits numériques émergents.



Afrique de l'Ouest anglophone

En 2020, PIN s'est fait le champion d'interventions stratégiques cruciales dans les campagnes comme le plaidoyer pour la loi de 2020 sur la Commission indépendante des médias (IMC), qui a abrogé la loi de 1965 sur l'ordre public (POA), criminalisant la diffamation et la sédition en Sierra Leone et une augmentation des amendes en ce qui concerne le projet de loi sur les discours haineux du Nigéria.

Nous avons tenu deux réunions avec les parties prenantes pour examiner le projet de loi de 2020 sur la protection des données au Nigéria. Les deux webinaires nous ont aidé à coordonner une réponse de la société civile à l'avant-projet de loi. Nous avons soumis une note de service au Comité de la réforme juridique et de la réglementation du gouvernement nigérian qui travaille sur le projet de loi. Certaines de nos principales recommandations au comité portaient sur l'indépendance de la Commission sur la protection des données, la composition de son conseil d'administration et l'inclusion de la commission nationale des droits et d'un plus grand nombre d'acteurs de la société civile

au sein du Conseil.

Nous avons lancé un nouveau rapport sur les droits numériques et la vie privée au Nigéria. Le rapport qui explore l'état des droits numériques et de la vie privée au Nigéria détaille l'environnement politique et politique, les pratiques et les parties prenantes autour des droits numériques et de la vie privée au Nigéria. S'appuyant sur les rapports annuels précédents au Nigéria et en Afrique par Paradigm Initiative, il recommande un examen de certains règlements par la Commission des communications (CCN) du Nigéria d'inclure la responsabilité judiciaire et publique afin de contrer les abus potentiels causés par les politiques de préservation du régime. Parmi les autres recommandations du rapport, citons l'adoption du projet de loi sur les droits et libertés numériques et du projet de loi sur la protection des données, l'abrogation et la refonte de la loi sur la cybercriminalité de 2015, ainsi qu'une campagne d'éducation du public visant à sensibiliser les citoyens à la protection des données.



Afrique francophone

Paradigm Initiative a publié une déclaration appelant le gouvernement béninois à respecter ses engagements, suivie d'une lettre ouverte signée par plusieurs organisations de la société civile. En effet, un communiqué de presse signé le 7 juillet 2020 par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) du Bénin a annoncé la "suspension sans délai" de plusieurs sites d'information en ligne dans le pays. Le gouvernement béninois avait reporté cette décision grâce aux actions de Paradigm Initiative et d'autres acteurs des droits numériques qui se sont prononcés contre la perspective de violations des droits numériques et tentative de censurer les médias en ligne par le gouvernement.

En juillet 2020, seuls les habitants de N'djamena, capitale du Tchad, avaient accès à Internet bien qu'il soit limité. Pour accéder aux réseaux sociaux, les habitants périphériques de N'djamena ont dû recourir aux VPN. Le reste du pays a connu des perturbations d'Internet jusqu'au 25 août 2020 sans accès aux réseaux sociaux. Face à ces violations récurrentes, PIN a impliqué des organisations de la société civile dans des discussions sur le respect des droits numériques. Plusieurs déclarations et articles de presse ont été publiés pour exhorter le gouvernement à respecter les droits numériques dans le pays.

Facebook a annoncé une TVA de 19,25% due sur toute publicité faite au Cameroun à partir du 1er octobre 2020. Selon Facebook, cette taxe respecte les dispositions de la loi de finances 2019-2020 au Cameroun. Cette décision d'imposer les entreprises en ligne au Cameroun s'inscrit dans le contexte de la COVID-19 et a eu un impact négatif sur les revenus des entreprises du pays. Dans le cadre de ces actions jugées susceptibles de violer les droits numériques au niveau local, Paradigm Initiative a publié une déclaration attirant l'attention du gouvernement à honorer les engagements.

A l'approche des élections en Côte d'Ivoire, Paradigm Initiative a également exprimé sa préoccupation quant au risque de violations des droits et libertés numériques sur Internet dans le cadre des élections du 31 octobre 2020. Le Conseil national des droits de l'homme (NHRC), un organisme public en Côte d'Ivoire, avait également exprimé des préoccupations au sujet des « menaces graves pour la paix sociale » et appelé au dialogue dans une déclaration. Ces appels ont été lancés dans

un contexte de peur chez les internautes.

Dans un communiqué de presse du 25 juin 2020, Paradigm Initiative a salué la décision de la Cour sous-régionale (CEDEAO) qui a statué que les restrictions d'accès à Internet qui ont eu lieu du 5 au 10 septembre et à nouveau du 19 septembre au 21 septembre, 2017, étaient illégales et violaient le droit des demandeurs à la liberté d'expression. Paradigm Initiative a grandement contribué à cette décision historique de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le tribunal a ordonné au gouvernement togolais de verser deux millions de francs CFA aux plaignants à titre de compensation et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la mise en œuvre des garanties relatives au droit à la liberté d'expression du peuple togolais.

L'Assemblée nationale togolaise a également adopté une loi sur l'identification biométrique des personnes physiques au Togo. Cette loi, telle qu'indiquée dans son premier article, vise à établir une méthodologie sûre et fiable pour obtenir, stocker et mettre à jour les données sur l'identité des personnes physiques enregistrées. L'article 5 précise que les informations doivent être mises à la disposition du candidat lors de son inscription, à savoir la manière dont les données le concernant seront utilisées en cas d'authentification et l'existence d'un droit d'accès aux données ainsi que les conditions de cet accès. Une déclaration de Paradigm Initiative a souligné les risques de violation des droits numériques et a appelé à une action de surveillance de la société civile.

En avril 2020, PIN a publié un article sur les risques de violations des droits numériques pendant la crise de la COVID-19 en Afrique francophone. Cette production a été utilisée par plusieurs autres organisations comme un outil de plaidoyer contre les violations des droits numériques en période de crise sanitaire.

Parallèlement à ces interventions directes par le biais de communiqués de presse, de déclarations de presse, de lettres ouvertes ou collectives, PIN a participé à plusieurs activités et conférences en ligne et physiques dans la région, en particulier les rencontres sur la gouvernance de l'Internet (FGI locaux et régionaux) en 2020.



Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, des ateliers de plaidoyer ont été organisés pour aborder les défis existants et évolutifs qui menacent l'écosystème numérique de la région. Avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de Counterpart International, PIN a organisé une journée d'atelier virtuel sur les droits numériques avec les parties prenantes en Tanzanie où les discussions ont porté sur les concepts de base des droits numériques et le cadre politique, juridique et institutionnel existant en Tanzanie. Il a également examiné spécifiquement la Loi sur la cybercriminalité et la loi sur les communications électroniques et postales (EPOCA). L'atelier a culminé avec la rédaction d'un projet de loi sur les droits numériques et la liberté, 2020, pour la Tanzanie, auquel plus de 70 participants ont participé.

Un forum d'une journée sur la société civile et les médias a également réuni des membres des organisations de la société civile (OSC) et de la fraternité des médias (imprimés et audiovisuels) en Tanzanie. Le Forum de la société civile et des médias, dans le cadre du projet de l'IFPA de PIN en Tanzanie avec le soutien de Counterpart International, a été une continuation des discussions sur le paysage des droits numériques en Tanzanie et la nécessité d'un réexamen des lois existantes sur les droits numériques et la formulation de la loi de 2020 sur les droits et libertés numériques, dont la Tanzanie a manifestement tant besoin.

Nous croyons qu'en réunissant les organisations de la société

civile des médias et des droits numériques pour discuter de cette question cruciale, le Parlement de la Tanzanie, dans un avenir très proche, être en mesure de faire avancer cette conversation et, par la suite, de mettre en place un cadre juridique solide pour protéger les droits numériques au profit de tous les citoyens de la Tanzanie en tant qu'expériences comparatives du Kenya, le Nigeria et d'autres pays africains ont été considérés comme les contextes d'apprentissage les plus pertinents.

PIN a participé à l'Arusha Women School of Internet Governance de 2020, où notre responsable de programme, Afrique de l'Est, a abordé la nécessité d'une citoyenneté active pour le respect du numérique et des autres droits de la personne en Tanzanie. Il a également mis au défi l'auditoire de prendre l'initiative et de se faire le champion de l'adoption tant attendue de la loi de 2020 sur les droits et libertés numériques.

En octobre 2020, nous avons répondu à l'avis public de la Tanzania Communication Regulatory Authority (TCRA) limitant les services de messagerie en bloc et d'appels vocaux en bloc dans le pays.

Nous avons consolidé nos efforts avec la Communauté des droits de l'homme pour appeler Facebook à prendre des mesures pour empêcher que ses services soient utilisés pour inciter à la violence, propager la haine et faire progresser la discrimination en Éthiopie.



Afrique australe

Paradigm Initiative s'est joint à 19 autres organisations de la société civile qui militent pour les droits numériques en Zambie pour rédiger un document de position sur les lois cybernétiques proposées dans le pays. Cet exercice de deux mois a abouti à des événements de diffusion où l'exposé de position et les recommandations ont été présentés au ministère et à l'organisme de réglementation des TIC, au ministère de la Radiodiffusion, au ministère de la Justice, à la magistrature, aux parlementaires et à d'autres intervenants.

En octobre, notre bureau d'Afrique australe a tenu sa deuxième rencontre virtuelle de lecture de politiques technologiques, où la Déclaration de principes de l'Afrique sur la liberté d'expression et l'accès à l'information a été examinée. Les parties qui lisent cherchent à examiner et à analyser les documents stratégiques et juridiques qui sont pertinents pour le travail sur les droits numériques afin de cerner les lacunes et les mesures qui peuvent former de futurs points de revendication et d'interventions. De plus, les lecteurs offrent aux participants l'occasion d'échanger des connaissances et de se familiariser avec les documents. En 2021, Paradigm Initiative prévoit d'élargir ces séances à des

événements trimestriels à l'échelle du continent qui intégreront des personnes-ressources clés pour offrir des opinions d'experts.

Une étude de cas sur « l'activisme numérique et le droit à la liberté d'expression et d'assemblée en ligne » a été publiée à partir des expériences d'un éminent militant zimbabwéen, Evan Mawarire. L'étude de cas explore les questions de l'activisme numérique et de la liberté d'expression, de réunion et d'association en ligne.

À la suite de l'annonce faite par la Lesotho Communications Authority au sujet du projet de Règlement sur la radiodiffusion sur Internet, Paradigm Initiative a fait une déclaration à la presse et a présenté officiellement des observations pour faire connaître sa position à l'organisme de réglementation. Les règles d'Internet proposées visent à réglementer le contenu distribué sur les réseaux Internet et qui obligent les utilisateurs ayant plus de 100 abonnés ou profils Internet avec des messages accessibles à plus de 100 utilisateurs à s'inscrire officiellement auprès de l'autorité.

Recherche et publications



Paradigm Initiative a publié deux rapports nationaux explorant le paysage numérique dans deux pays d'Afrique australe, la Zambie et le Lesotho.

Droits numériques en Zambie : le bien, le mauvais et le moche

Ce rapport a été produit avec le soutien de la National Endowment for Democracy (NED) et l'assistance technique de Bloggers of Zambia. Les auteurs du rapport ont convenu que la sécurité nationale et la sécurité personnelle en ligne doivent être prioritaires en Zambie, mais ils ont recommandé que toutes les lois proposées sur Internet en Zambie intègrent et reconnaissent l'interaction des droits de l'homme dans l'espace numérique.

En plus de récolter le potentiel économique des outils numériques, la Zambie doit reconnaître les avantages politiques, sociaux et culturels, tout en reconnaissant les menaces psychologiques et les droits de l'homme que ces outils et technologies peuvent poser.

Paysage des droits numériques au Lesotho

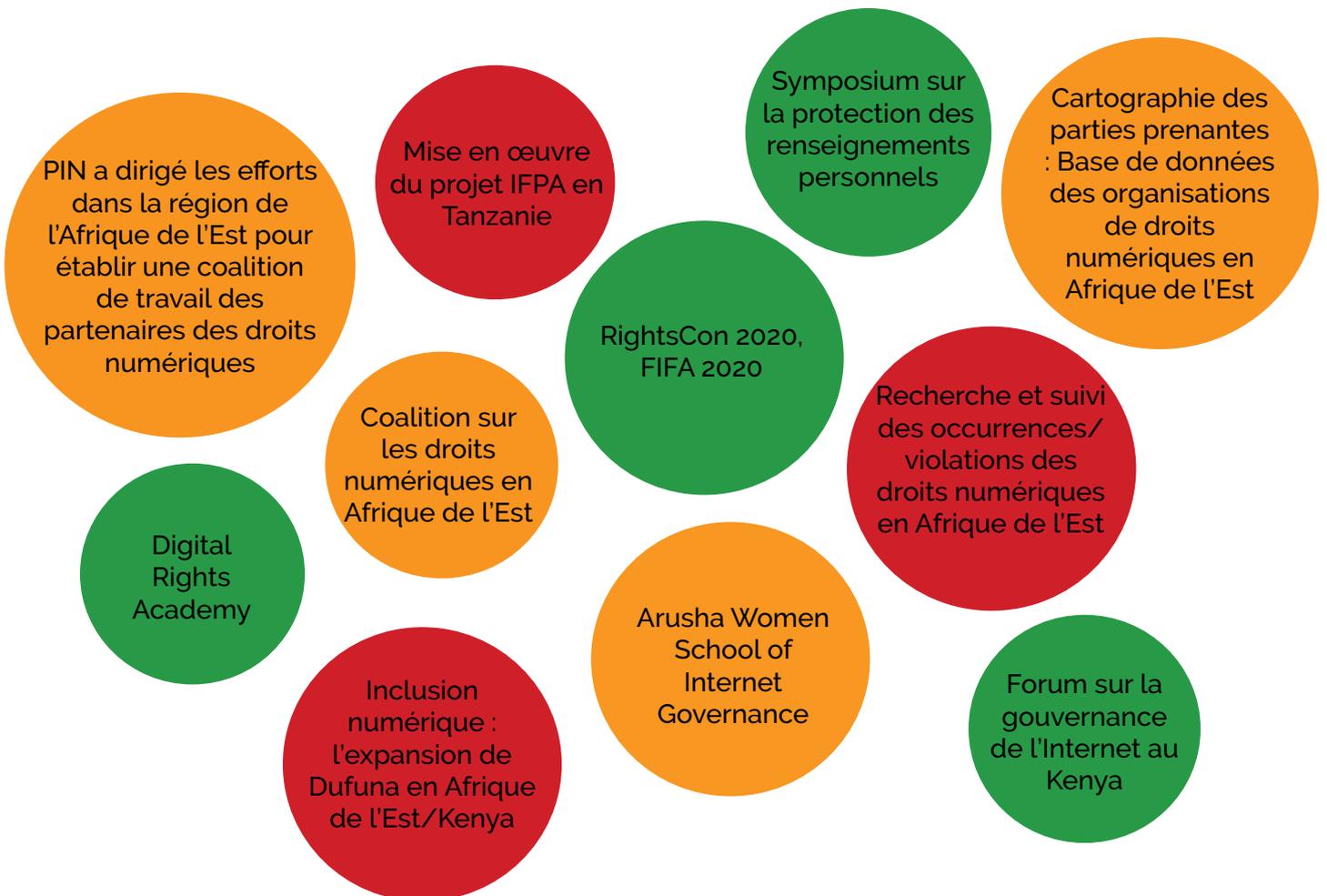
Le rapport produit par Rose Matlhoonolofatso Moremoholo, boursière 2019 sur les droits et l'inclusion à Paradigm Initiative et Bulanda Nkhowani, responsable de programme des droits numériques pour l'Afrique australe chez Paradigm Initiative, explore le paysage des droits numériques au Lesotho, un royaume enclavé en haute altitude encerclé par l'Afrique du Sud. Selon les auteurs du rapport, le Lesotho dispose de cadres juridiques limités pour traiter des questions de crimes informatiques, de transitions électroniques, de protection des données personnelles et de cybersécurité.

Les auteurs ont également recommandé de mobiliser un large éventail d'intervenants de la société civile, du secteur privé et de la communauté technique, des médias et autres dans le processus législatif pour capturer les intérêts de chacun et assurer la création de lois holistiques sur l'internet qui prennent en compte les besoins et les préoccupations uniques de chaque intervenant.

Ateliers et formations

- 1** Paradigm Initiative s'est joint au CIPESA pour accueillir FIFAfrica du 28 au 30 septembre 2020.
- 2** Une formation en conception de projet a également été organisée par Paradigm Initiative.
- 3** En octobre 2020, PIN s'est associé à des parties prenantes locales en Zambie pour accueillir le deuxième Forum sur la gouvernance de l'Internet en Zambie. Le forum virtuel, qui a suscité un grand intérêt de la part des intervenants de partout au pays, s'est déroulé sous le thème « La cybersécurité et les droits numériques pendant les périodes humanitaires : le cas de la COVID-19 en Zambie ».
- 4** Rencontre de lecture des politiques technologiques : Déclaration de principes de l'Afrique sur la liberté d'expression et l'accès à l'information

Faits saillants des droits numériques clés 2020



RIPOTI permettra aux parties prenantes listées et à d'autres de soutenir les efforts visant à traiter les violations des droits numériques en Afrique à travers une approche collaborative.

Ripoti



Pendant de nombreuses années, Paradigm Initiative a documenté activement les cas de violations des droits numériques et offert un soutien de contentieux aux victimes. Bon nombre de ces rapports ont été présentés dans notre rapport annuel sur les droits numériques en Afrique et nous avons soutenu les journalistes qui ont montré de l'intérêt pour écrire sur ces violations avec des informations vitales au fil des ans. PIN et ses partenaires ont également mis sur pied des campagnes de défense des droits pour bon nombre de ces violations.

En 2020, nous avons commencé à repenser notre approche à l'égard de cet important travail. Ce qui était autrefois des événements occasionnels, qui se produisaient une fois par mois et parfois deux fois par mois, est devenu presque quotidien. À un moment donné, nous étions dépassés par le nombre d'infractions que nous devons surveiller et/ou intervenir de temps à autre. Il est devenu clair pour nous que nos interventions devaient être stratégiques, communautaires et systématiques. Cette volonté de créer une réponse communautaire, stratégique et systémique à ces nombreux incidents de violations des droits numériques explique pourquoi nous travaillons à construire RIPOTI.

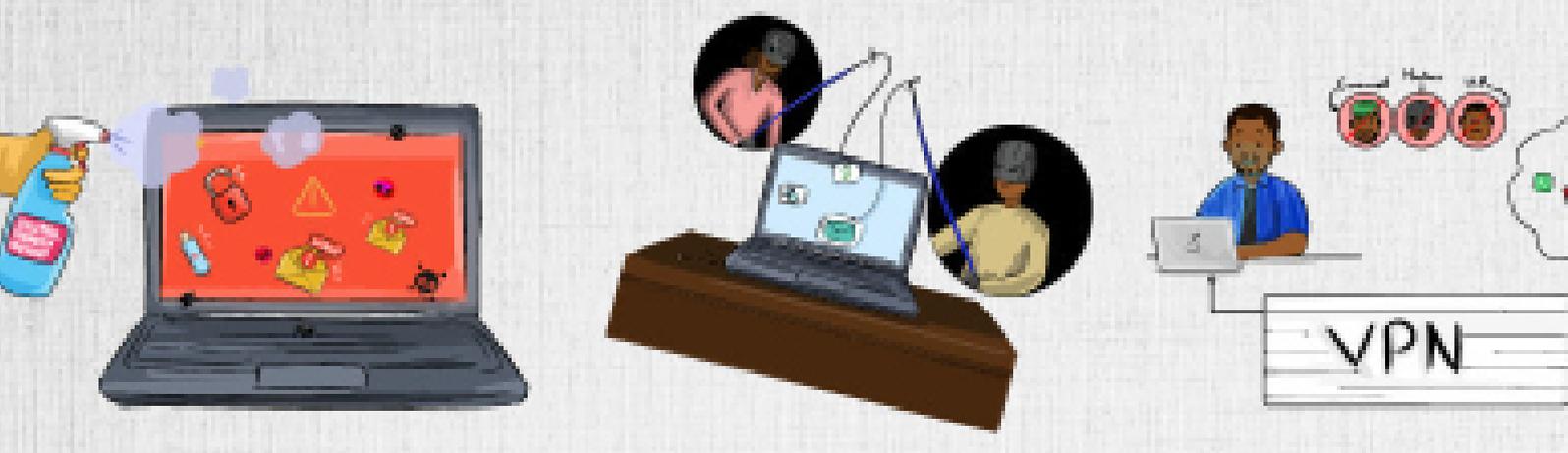
RIPOTI est un mot swahili, qui signifie « rapport ». Il a été conçu pour qu'il soit facile pour les individus, les organisations et d'autres personnes de signaler les cas de violations des droits numériques dont ils sont victimes, témoins ou qui leur sont signalés. RIPOTI permettra une réponse communautaire à ces violations car nous travaillerons avec une communauté d'organisations de défense des droits humains, d'organisations

de défense des droits humains, d'organisations de défense des droits numériques, de chercheurs, d'avocats plaidants stratégiques, d'institutions nationales des droits humains, et d'autres acteurs et parties prenantes pertinents pour documenter, répondre et traiter ces violations, y compris obtenir justice pour les victimes. Nous documentons, vérifions, traitons les violations signalées via RIPOTI et attribuons, pour une résolution, aux organisations les plus appropriées et les plus disposées à les traiter et dans d'autres cas, collaborons avec d'autres, y compris des coalitions dans nos réponses.

RIPOTI permettra aux parties prenantes listées et à d'autres de soutenir les efforts visant à traiter les violations des droits numériques en Afrique à travers une approche collaborative.

Avant la présentation publique de RIPOTI pendant le Forum sur les droits numériques et l'inclusion de 2021 en avril, nous engageons la communauté des droits numériques à faire participer les organisations à la plateforme en tant que collaborateurs, pour le déploiement et la mise en œuvre de RIPOTI. Nous participerons également à une vaste campagne publique pour aider les citoyens à comprendre et à adopter la plateforme.

Nous espérons que vous et/ou votre organisation êtes prêts à collaborer avec nous sur RIPOTI à <https://ripoti.africa>. Si vous vous inscrivez au nom de votre organisation, veuillez assurer que vous avez eu l'approbation des dirigeants de votre organisation pour le faire. Nous avons hâte de travailler avec vous pour créer et déployer une plateforme qui reliera les victimes de violations des droits numériques à la justice !



Ayeta

Alors que nous continuons à défendre les droits numériques et l'inclusion en Afrique, nous ne pouvons pas trop insister sur la nécessité d'un internet abordable, fiable et sûr pour tous. PIN continue de travailler pour assurer la protection des droits et de la liberté des internautes. Même face aux fermetures et restrictions d'Internet, les jeunes arrivent en tête du classement des internautes, car de nombreux projets économiques innovants sont soutenus par les jeunes. Pour ces jeunes, nous travaillons pour assurer la sécurité en ligne!

À cette fin, Paradigm Initiative a lancé la trousse d'outils AYETA en décembre 2020. La boîte à outils contient des conseils de sécurité numérique qui peuvent protéger les jeunes, les défenseurs de la société civile et d'autres personnes dans l'écosystème des droits numériques contre les préjudices en ligne. Ayeta contient également des pratiques d'hygiène numérique qui protègent les informations des utilisateurs, comment accéder aux VPN sécurisés, des conseils pour rester protégé contre la cyberintimidation, comment être sécurisé numériquement pendant les manifestations et comment faire du télétravail efficacement et en toute sécurité.

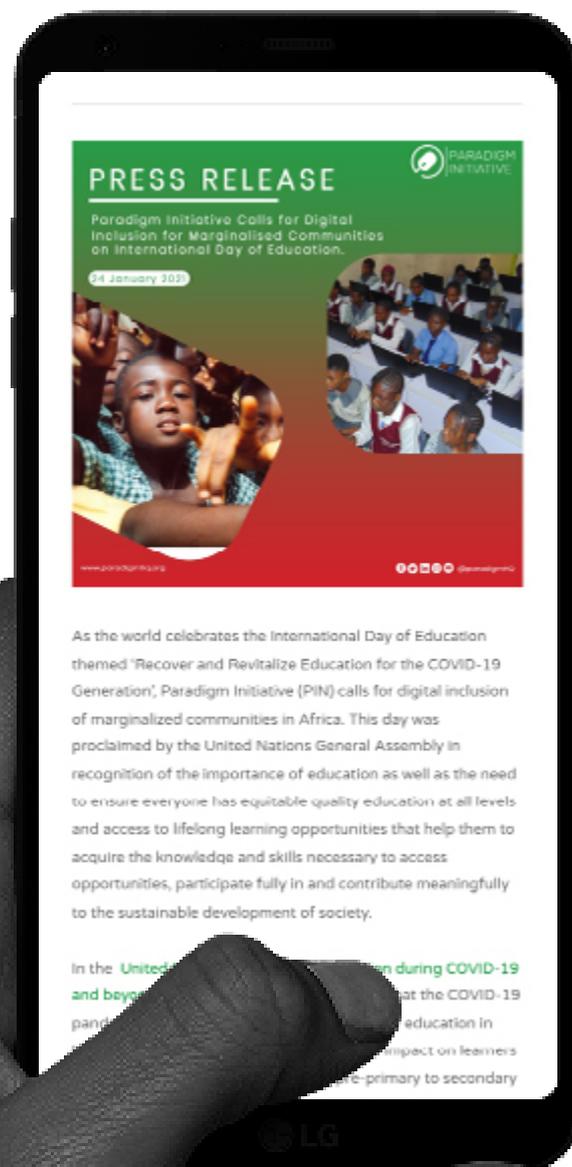
Nous croyons en un monde où chacun (les jeunes, les parents, les éducateurs, les décideurs politiques, les parties prenantes) deviennent progressivement des acteurs pour assurer une meilleure expérience en ligne. Nous vous invitons à télécharger la boîte à outils Ayeta (disponible en anglais, français et swahili) sur www.ayeta.africa et à jouer à un jeu sur le site Web.

Nous croyons en un monde où chacun (les jeunes, les parents, les éducateurs, les décideurs politiques, les parties prenantes) deviennent progressivement des acteurs pour assurer une meilleure expérience en ligne.

Inclusion numérique

“Alors que nous continuons de faire face aux défis de la pandémie mondiale, notre approche post-Covid-19 pour nos programmes d'inclusion numérique prend de l'ampleur au Nigeria et en Afrique.

Nous avons entièrement étendu nos interventions en ligne sur l'inclusion numérique à un public plus large, tout en restant déterminés à combler le fossé numérique entre les jeunes en Afrique.”



LIFE

Life Skills, ICTs, Financial literacy and Entrepreneurship (LIFE) training program



Le programme de formation Life Skills, ICT, Financial Literacy and Entrepreneurship (LIFE)

de Paradigm Initiative a lancé sa toute première formation virtuelle en juillet 2020 en

réponse à la pandémie. Le programme de formation a reçu plus de 1600 candidatures au Nigeria et en Afrique. Le processus de sélection a admis 280 candidats au programme. Ces jeunes hommes et femmes sont censés appliquer les connaissances et les compétences à leurs activités quotidiennes, se connecter aux opportunités dans l'économie numérique et finalement améliorer leurs moyens de subsistance. Malgré les revers subis par les activités prévues en 2020, nous avons pu enregistrer des progrès significatifs de la part du programme alumni :

Hors de

280

Total
sélectionné
candidats

nous avons
interviewé

34 -South West

70

Alumni

26 -NorthWest

10 -South East

39

des 70 anciens élèves ont fait
la transition vers un emploi
rémunéré ou une formation
continue.

Fatima Muhammad Saleh

« J'ai entendu parler du programme par le PDG de StartUp Kano, Ahmad Bature, parce que j'avais besoin des compétences offertes par la formation. Avant de rejoindre le programme, je connaissais un peu les ordinateurs, plus particulièrement la conception graphique et PowerPoint. J'ai également eu le privilège de posséder un smartphone qui me permet de naviguer sur les réseaux sociaux et de pousser mon entreprise de design Henna. La partie la plus excitante et la plus importante de la formation pour moi était la conception graphique, Excel et la presse Word.

J'ai appris à faire de la publicité sur les médias sociaux. Depuis que j'ai rejoint le programme, j'ai utilisé mon téléphone intelligent différemment, je l'utilise maintenant de façon plus productive. Mon entreprise se porte bien grâce aux nouvelles connaissances acquises grâce à la formation. »

Chima David

Chima a entendu parler du programme LIFE par un ami qui, selon lui, a parlé de la formation avec beaucoup d'enthousiasme. Cela a piqué son intérêt et l'a amené à visiter notre centre d'inclusion numérique Aba pour s'inscrire. Chima travaille actuellement avec Vision Alive Hub en tant que concepteur graphique en chef. Il est très enthousiasmé par le montant d'argent qu'il tire de l'organisation avec laquelle il travaille.

En plus de son emploi actuel, Chima David est le directeur général de « Sketchbuk », une entreprise de design qu'il a fondée en 2018. Avec l'entreprise, Chima offre le Business Branding, Graphic Designing, Training et Freelancing.

Asma'u Mu'azu

« Après mes études secondaires, j'ai suivi une formation professionnelle où j'ai appris à fabriquer des sacs à main. Je fais les sacs depuis un certain temps, mais je me suis rendu compte plus tard que je ne faisais pas de profit. C'était parce que je ne savais pas comment gérer mon entreprise correctement. Ma sœur m'a conseillé de rejoindre le programme Daka ta LIFE à Paradigm Initiative. J'ai rejoint la classe C en 2017 où j'ai appris à utiliser l'ordinateur. J'ai vraiment aimé les cours de graphisme parce que j'ai appris à concevoir des logos et des entêtes. La partie de la formation qui m'a vraiment aidé à diriger mon entreprise était les cours d'entrepreneuriat Build Your Business (BYB). »

Whitney Tony

Quatre ans après l'obtention de son diplôme d'études secondaires, Whitney Tony a travaillé pour soutenir financièrement sa famille. Cependant, presque tout son salaire ne pouvait couvrir que le transport et l'alimentation. Elle s'est donc jointe au programme Ajegunle LIFE afin d'acquérir les compétences nécessaires pour saisir de nouvelles occasions. Après le programme, Whitney a obtenu un emploi qui la rémunère deux fois plus que son emploi précédent. Actuellement, Whitney gère deux emplois en tant que spécialiste du marketing numérique pour **The Choice Sanitary Wares LTD** et **Deluxe catering and event school**.

Onyedikachi Ottih

Onyedikachi Ottih a été persuadée par sa sœur cadette de s'inscrire au programme de formation sur l'inclusion numérique. Il lui a fallu plus de 12 mois pour être convaincue.

En 2018, elle a décidé de s'inscrire. Elle a été sélectionnée pour participer au lot B 2018. Après la première semaine du programme de formation, elle a décidé de prendre la formation au sérieux. Son intérêt pour la rédaction de contenu s'est accru!

Aujourd'hui, Onyedikachi travaille dans une organisation où elle applique tout ce qu'elle a appris du programme de formation.

Saheed Daniel Oluwadamilare

Saheed Daniel Oluwadamilare s'est joint au programme LIFE d'Ajegunle tout juste sorti du secondaire. Il avait une passion pour la photographie mais n'avait ni les moyens ni l'orientation pour développer cette compétence. Au programme LIFE, il a développé des compétences en conception graphique et a été aidé à obtenir un poste de stage au **Studio Tworld**, où il travaille actuellement.

Dufuna

Beneficiaries

40

Beneficiaries

40

Survey Respondents

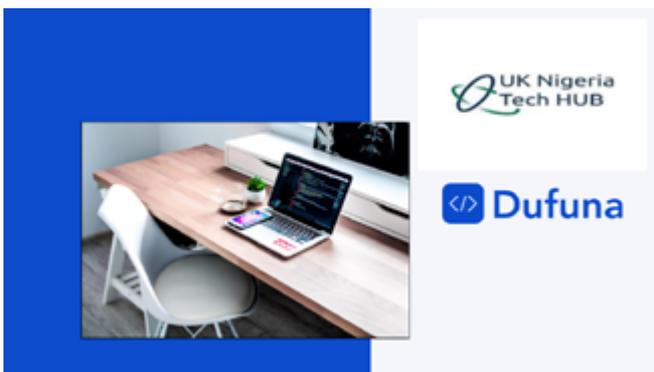
52:48

Female: Male Beneficiary Ratio

Notre Dufuna CodeCamp qui forme de jeunes Africains ambitieux à devenir ingénieurs logiciels a également lancé son application Dufuna en juillet. La nouvelle application Web et mobile, une réponse à la pandémie mondiale, s'adapte à l'ensemble du programme de formation du début à la fin et permet aux participants d'apprendre à leur rythme. Avec l'application, notre programme Dufuna a étendu son CodeCamp à la Zambie. Nous avons eu 42 chercheurs participant à la cohorte de juillet et apprendre l'introduction au développement de logiciels, méthodologie et conception de processus, Git & Version Control, HTML, Formulaires HTML, CSS, Langages de programmation, JavaScript, Manipulation DOM, Serveurs Web, Bases de données, Programmation orientée objet, Algorithmes & Structures de données, Framework JavaScript-React, Dependency Injection, Debugging, Employability, Software Development Process et Cross-Browser Development.

Dufuna 2020 Product Management School, parrainée par UK-Nigeria Tech Hub, a diplômé 40 bénéficiaires de son cours de gestion de produits. Une

étude d'impact récente des bénéficiaires réalisée après le cours a permis de constater que 47,6% des bénéficiaires ont changé d'emploi après le cours (école) et que 42,9% d'entre eux n'ont pas changé d'emploi après le cours alors que 9,5% sont toujours dans la même entreprise.



L'enquête a également souligné l'impact du cours sur la carrière des bénéficiaires et sur le travail. Plus de 58,3 % des bénéficiaires ont dit que le cours était extrêmement utile, tandis que 41,7 % ont mentionné que le cours était très utile à leur emploi et à leur carrière. L'enquête a également permis de saisir des catégories d'emplois, ce qui nous donne

une meilleure idée des secteurs d'emploi précis dans lesquels les bénéficiaires se sont aventurés. Par exemple, 4,8% des bénéficiaires ont repris des emplois en Ingénierie, 4,8% en Conseil, 19,0% en Exploitation, 19,0% sont devenus Fondateurs, 42,9% en Développement de produits alors que nous avons enregistré 9,5% pour les autres.

Malgré les défis de l'année, nous avons enregistré quelques victoires. Notre équipe d'Inclusion a obtenu le soutien du programme SCILLS (Strengthen Communities Improving Lives and Livelihoods) de la Fondation Internet Society pour reproduire et étendre notre programme LIFE aux communautés sous-desservies au Sénégal. Nous avons également obtenu un partenariat avec The Delegation of German Industry and Commerce in Nigeria (AHK) pour notre programme Dufuna, entièrement parrainé et destiné uniquement aux femmes désireuses de commencer une carrière en tant que développeurs. Les candidats retenus seront dotés des compétences nécessaires pour développer des applications mobiles et

Some Quotes

<p>"The course Provided me with the Knowledge to function better at work</p> <p>From user story to journey mapping. I have applied most of the things I learnt at the course at work.</p> <p>Heck, I still go back to my notes and the slides."</p>	<p>"The course impacted my career decisions positively and transitioning from a Project manager to a Product Manager few months later was so seamless.</p> <p>I'm glad I got to attend the training"</p>	<p>"I have been able to use the product management techniques acquired from the course to drive product delivery in the teams I would work with."</p>	<p>"I have been able to really think through user problems and Identify the root causes"</p>
---	--	---	--

**Taiwo
-Wecyclers**

**Ayo
-FormPlus**

**Deborah
-Mint Digital Bank**

**Tobi
-Paystack**

Web.

Le soutien de la Fondation ISOC permettra à plus de 200 jeunes vivant dans des communautés sous-desservies au Sénégal d'acquérir des compétences en matière de culture numérique et d'entrepreneuriat axées sur la demande et de les connecter à des stages, le travail en ligne ou les entreprises entrepreneuriales avec une forte possibilité de gagner un revenu durable. Paradigm Initiative travaillera avec la Fondation ISOC sur ce projet pour les deux prochaines années.

Nous avons également collaboré avec Microsoft pour lancer son Initiative mondiale en matière de compétences afin d'aider 25 millions de personnes dans le monde à acquérir les compétences numériques dont elles ont besoin dans le contexte de la COVID-19. PIN a aidé à déplacer cette initiative vers ses réseaux et ses collectivités qui pourraient bénéficier de l'offre. L'initiative offre un accès gratuit au contenu sur LinkedIn Learning, Microsoft Learn et le GitHub Learning Lab, et elle les associe aux certifications Microsoft et aux outils de recherche d'emploi LinkedIn. Il s'agit d'une initiative technologique exhaustive qui s'appuie sur les données et la technologie numérique.

L'équipe LIFE a tiré parti de l'occasion offerte par la pandémie pour créer une application Web et mobile pour l'apprentissage à distance avec pleine participation en ligne. L'application a été conçue par les anciens du programme (bénéficiaires) et sera entièrement lancée en 2021. Les participants à la formation virtuelle LIFE utilisant la salle de classe Google en 2020 ont été connectés à des mentors afin de poursuivre leur apprentissage et de s'améliorer dans les domaines où ils faisaient face à des défis.

Grâce à notre partenariat et à notre collaboration avec le Nigeria Network of NGOs (NNNGO), nous avons organisé des webinaires de renforcement des capacités pour plus de 200 ONG au Nigeria sur la rédaction de propositions, le renforcement des réserves et le renforcement des relations et de la collaboration avec les donateurs. La Fondation ACT, l'une des principales organisations qui octroient des subventions au Nigeria, et 'Gbenga Sesan étaient également conférenciers lors des webinaires.

Ce partenariat nous a aussi permis de découvrir d'autres organisations dont la mission s'harmonise avec la nôtre et mène à des collaborations continues. L'équipe LIFE a travaillé avec Mentor, une initiative pour les enfants africains (MACI), Bayelsa TechHub et SureAid Development Initiative pour organiser un atelier de préparation numérique de deux jours dans les États de Bayelsa, Gombe et Ogun, respectivement. Les nouveaux partenariats et les ateliers de deux jours ont étendu l'opération de notre programme LIFE à de nouvelles régions au Nigeria, au Nord-Est et au Sud-Sud. D'autres partenaires locaux ont été engagés dans les régions pour réaliser des projets de collaboration, tandis que l'équipe a organisé une série d'ateliers virtuels pour tenir les anciens du programme au courant des tendances actuelles de l'écosystème.

Nous avons publié des articles et des blogs au cours de l'année pour faire la lumière sur nos processus et avons formulé des recommandations qui seraient utiles pour les lecteurs, en particulier les organisations de l'écosystème de l'inclusion numérique.

COMMUNICATIONS

L'année 2020 était essentiellement axée sur l'image de marque de Paradigm Initiative et de ses divers programmes afin d'élargir la portée de l'organisation, de faciliter les activités de sensibilisation et de veiller à ce que toutes les plateformes médiatiques disponibles soient bien exploitées pour communiquer notre vision, des efforts et des messages divers au public.

L'équipe de communication a soutenu la production et la publication du Rapport 2019 sur les droits numériques en Afrique, du Rapport d'impact 2019 (en anglais et en français), de la Journée de formation sur le Rapport 2019 sur les droits numériques en Afrique, de trois Notes d'orientation (Nigeria et Tanzanie), ainsi que la conception et la diffusion de messages radiophoniques sur la COVID-19 dans trois pays, soit le Nigéria, le Togo, le Cameroun et la Zambie, entre autres, des communiqués de presse à l'intention des membres de la collectivité et des billets de blog sur notre site Web.

Une campagne pour la Journée Internet en 2020 a été lancée avec succès, une conférence de presse à Lagos a été organisée par l'équipe de communication et PIN a soutenu les institutions médiatiques dans leur reportage lors de l'audition de la loi sur les médias sociaux au Nigeria.

Lors de la publicité pour DRIF20, l'équipe de communication a formé un partenariat avec 57 maisons de médias pour promouvoir la visibilité de l'événement.

Le processus de sélection de la Bourse de médias sur les droits et l'inclusion numérique (DRIMF) 2019 s'est achevé et quatre candidats ont été présélectionnés pour rejoindre la bourse, à savoir : Sinatou Saka (RFI/France 24), Alfa Shaban (Africanews), Abisola Olasupo (Guardian), Khalifa Said (l'Afrique est un pays).

En 2020, nous avons collaboré avec 930 médias. Cet engagement a appuyé massivement nos divers programmes et publications et il y a eu un total de 148 mentions dans les médias en trois mois.

Autre soutien de l'équipe de communication en 2020 : la participation de PIN à RightsCon, #FIFAfrica, la coalition AIRA pour diffuser un communiqué de presse pour l'abrogation des dispositions préjudiciables de la loi sur la cybercriminalité (au Nigeria et au Kenya) au Rapporteur spécial des Nations Unies et au Rapporteur spécial de l'UA, des ateliers régionaux et des webinaires.



© 2021 Paradigm Initiative
HQ: 374 Borno Way, Yaba, Lagos - Nigeria.



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)